

Pour la troisième fois, les Russes sont entrés à Czernovitz.

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-81
Après 9 heures : GUT. 76-83.

Directeur

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 Mois
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

CIVILS DU FRONT

Si vous entrez, en visite ou en billet de logement, dans une maison d'un village qui a connu l'occupation allemande, vous ne manquerez pas de dire, après vous être assis près du poêle lorrain : « Eh bien ! madame, vous les avez vus, les Boches ? »

— Si je les ai vus ! répondra la ménagère ; je les ai vus comme je vous vois, mon bon monsieur. Ils ont couché dans ma cuisine, dans ma salle. Il y avait un officier dans ce lit, ou tout au moins un chef.

Alors vous goûtez l'émotion de tenir un témoin oculaire. Votre curiosité s'allume. Vous avez dans l'esprit tout ce qu'on a raconté des atrocités allemandes. Vous attendez un récit encore palpitant de terreur et d'indignation et, pour amorcer les confidences, vous demandez, d'un ton où se dose la rancune et la compassion : « Hein ? ils vous en ont fait, les bandits ? »

Si vieille et si peu appétissante que soit votre hôte, elle interprétera immédiatement votre question comme une allusion délicate aux outrages que les Prussiens ont dû prodiguer à sa pudeur, et elle répondra d'un air gêné, mais avec l'accent de l'innocence : « Moi, monsieur, ils m'ont toujours respectée... »

Confus de cette méprise, vous essayez de détourner l'entretien sur les exécutions arbitraires et sur les dégâts matériels.

— Des dégâts ? ils en ont moins fait que les Français.

Et elle commencera une histoire de poulets qu'on lui a mangés et qu'on ne veut pas lui payer, ou de bois qu'on lui a brûlé et dont on lui chicane le remboursement.

Une voisine entre, et la conversation continue sur le même sujet. On discute la date de l'entrée des Prussiens et celle de leur départ. Il est à remarquer que rarement deux commères sont d'accord sur la durée de l'occupation, sur son commencement et sur sa fin, non plus que sur l'étendue du pays occupé. L'une affirme qu'ils ont été jusqu'à la ferme Mathieu, l'autre prétend qu'ils se sont arrêtés au chalet forestier. Pour se convaincre mutuellement d'erreur, elles invoquent des faits précis.

Alors vous dressez l'oreille et vous apprenez des choses intéressantes :

— Je suis sûre de ce que je dis. Mathieu avait attelé deux chevaux pour aller au ravitaillement. Il allait partir, quand un officier de uhlands arrive, le fait descendre et emmène la voiture. C'était le jour où le château a brûlé.

— Ils ont donc mis le feu au château ?

— Oui, monsieur, et si vous aviez vu toutes les belles dames qui étaient venues en automobile pour faire leur choix ! C'est qu'il y en avait du linge, et de l'argenterie, et des tableaux !

— Et chez vous, ils n'ont rien pris ?

— Je leur disais : « Moi pauvre, nichts ! » Je me plaignais, je criais misère. Ils n'ont pas trouvé mon vin que j'avais caché. Je gardais encore un litre de vieille mirabelle, que je leur ai donné le jour qu'ils emmenaient mon mari pour le fusiller.

— Ils ont fusillé votre mari ?

— Non, ils menaçaient. Savez-vous qu'ils ont brûlé la femme du maire dans sa maison ?

— Oh !

— Oui, reprend la voisine, c'est lors de leur premier passage.

— Non, reprend l'autre, c'est au second.

— Je me rappelle bien, affirme la première. Je m'en souviendrai toute ma vie. Même qu'ils avaient réuni tous les enfants et les couchaient en joue pour les obliger à crier : « Vive l'Allemagne ! »

— Vraiment, ils ont fait cela ?

— Les pauvres petits regardaient leurs parents pour savoir s'ils devaient crier.

— Mais, en somme, à part quelques incidents de ce genre, ils ont été très convenables ?

— Comme vous dites, monsieur. On n'a pas eu grand-chose à leur reprocher. Et puis, ils en voulaient surtout aux riches...

Vous iriez dans la maison d'à côté ou dans celle en face, que vous arriveriez à la même conclusion : « Mon Dieu ! ils sont bien quelque peu assassins, incendiaires et pillards, mais au demeurant les meilleurs fils du monde. »

Mentalité curieuse des faibles ! On reconnaît implicitement aux Allemands tous les droits quand ils sont les maîtres et on leur est reconnaissant de tout ce qu'ils ne font pas. Le moindre acte de justice passe pour de la clémence et de la générosité. Vous n'enlèverez ja-

mais à telle bonne femme la favorable opinion qu'elle a conçue des envahisseurs, parce qu'un feldwebel lui a donné quarante sous pour une poule dont elle aurait demandé quatre francs à un soldat français. Ils ont maté la population par des exemples et rassuré les survivants par la discipline et par la méthode qui présidaient aux désordres.

Les pauvres gens ne tiennent guère rigueur du mal qui ne les touche pas directement. Si la maison n'a pas trop souffert, tout est pour le mieux.

A quoi bon rériminer ? N'est-il pas plus sage d'attribuer aux Français les dégâts commis ? Les Français paient, eux, et largement.

Pierre Chaine

Les Communiqués

15 heures

Au sud de la SOMME, une forte reconnaissance ennemie, dirigée sur nos tranchées devant FAY, a dû se retirer, laissant quelques prisonniers entre nos mains.

En ARGONNE, combat assez vif à la grenade dans la région de VAUQUOIS.

L'explosion d'une de nos mines à la FILLE-MORTE a provoqué un vaste entonnoir dont nous occupons le bord sud.

Le tir de notre artillerie à longue portée a allumé un incendie dans la gare de CHALLERANGES, où des mouvements de trains étaient signalés.

Sur la rive gauche de la MEUSE, les Allemands, après un bombardement d'une extrême violence, ont attaqué à plusieurs reprises nos nouvelles positions du MORT-HOMME.

L'ennemi, qui a fait usage de jets de liquides enflammés, a été repoussé en subissant des pertes sérieuses à chacune de ses tentatives.

Nous avons entièrement maintenu nos gains précédents.

Sur la rive droite, une série d'attaques ennemies lancées sur nos tranchées au nord de l'ouvrage de THIAUMONT ont également subi un sanglant échec.

Un peu plus à l'est, aux abords de la cote 320, nous avons repoussé peu après une attaque à la grenade.

La lutte d'artillerie est toujours très vive dans le secteur au nord de SOUVILLE.

Dans les VOSGES, nous avons arrêté à coups de fusil une troupe allemande qui tentait un coup de main sur un de nos ouvrages, à deux cents mètres du sud-ouest de CARSPACH.

23 heures

Sur le front nord de VERDUN, la lutte d'artillerie a repris une certaine intensité dans la région de la cote 304 et dans le secteur au nord de l'ouvrage de THIAUMONT. Aucune attaque d'infanterie.

Journée calme sur le reste du front, sauf en ARGONNE, où la lutte de mines a continué activement dans les régions de BOLANTE, VAUQUOIS, la FILLE-MORTE.

LA GUERRE AÉRIENNE

Officiel. — Sur le front de Verdun, notre aviation a livré de nombreux combats contre les avions allemands venus bombarder Bar-le-Duc.

Au cours de ces engagements, deux avions ennemis ont été abattus, l'un près de Malancourt, l'autre près de Samogneux.

Trois autres appareils allemands, mitraillés de très près, ont dû piquer verticalement, le premier à Fresnes, le second à Septfarges, le troisième aux abords de Béthincourt.

En Lorraine, quatre de nos appareils ont livré bataille à quatre folkers au-dessus des lignes ennemies. Deux de ces derniers, dont l'un est tombé en flammes, ont été abattus à l'est de Bézange.

Un de nos avions a été contraint d'atterrir.

Nos escadrilles de bombardement se sont montrées également très actives.

Vingt-quatre obus ont été lancés sur des dépôts ennemis près de la gare de Sélide (région de Vouziers) ; vingt obus de gros calibre sur les usines à Thionville ; deux explosions ont été constatées.

Une vingtaine de projectiles sur les établissements aériens de Tergnier et d'Etain.

Au cours de la nuit, des avions ennemis ont lancé des bombes sur Pont-à-Mousson, Nancy et Baccarat ; dégâts matériels insignifiants ; un blessé à Baccarat.

Les jours se suivent...

Le cachet rouge

Il ne s'agit plus de Vigny, ni même de Laurette ; il s'agit de la course à la « dernière heure » qui se poursuit entre le Matin, le Journal et le Petit Parisien.

Au dernier tournant, nous avons laissé M. Jean Dupuy essayant de faire accroire à sa naïve clientèle qu'il lui sert toutes chaudes les plus fraîches nouvelles ; il lui suffit, pense-t-il, d'arborer un énorme SIX HEURES DU MATIN au sommet de toutes ses colonnes pour convaincre ses lecteurs ingénus que le Petit Parisien est cuisiné sur fourneaux spéciaux à la minute même où l'on confectionne leur café au lait.

Comme nous l'avions prévu sans beaucoup de mérite, le Journal, pour ne pas être en retard, a mis également six heures du matin dans sa manchette ; et, pour être en avance, le Matin est tout de suite passé à six heures trente.

Qu'est-ce que ça coûtait au Petit Parisien de mettre la même heure ? Il l'a mise. Ce que voyant, le Matin a mis froidement six heures trente-cinq. Et allez donc ! Voulez-vous parier que demain matin le Petit Parisien portera six heures quarante ? Je vous ai prédit que nous arriverions à midi.

Ce n'est pas tout. Voici le cachet ! Maintenant, pour mieux impressionner ses lecteurs, le Petit Parisien fait imprimer six heures trente en caractères rouges.

Et le Matin ?

Le Matin aussi, naturellement.

C'est pourquoi l'Œuvre à son tour entre dans la danse. A partir d'aujourd'hui, notre dernière heure, battant tous les records, portera HUIT HEURES DU MATIN !

— A part ça, il n'y aura rien de changé ?

Absolument rien, si ce n'est peut-être la mentalité de M. Jean Dupuy, qui finira par s'apercevoir qu'il ne gagne rien à s'entêter dans cette puérile imposture.

Car nous sommes en mesure de l'établir : non seulement le Petit Parisien ne reçoit pas ses nouvelles à six heures 35, attendu que les mêmes nous parviennent avant minuit ; non seulement il n'est ni rédigé, ni composé, ni cliché, ni tiré à cette heure-là, mais encore on peut l'acheter dans la rue AU MOINS une DEMI-HEURE AVANT L'HEURE INDICUÉE SUR SA MANCHETTE !

Quand ce faux quotidien sera bien démontré, les lecteurs intelligents du Petit Parisien ne manqueront pas de se dire : « Quelle confiance peut-on avoir dans un journal dont le premier mot chaque matin est un grossier mensonge ? »

Voyez : les caractères eux-mêmes en rougissent !

Gustave Téry

La prise de Czernovitz

Les troupes du général Letchitsky ont pris d'assaut, hier, les fortifications de Czernovitz, et, après un combat tenace, ont définitivement occupé la ville, faisant mille prisonniers et prenant des canons.

La ville a beaucoup souffert du bombardement de l'artillerie russe, qui a dû procéder avec la plus grande vigueur, afin d'annihiler la résistance acharnée de trois divisions hongroises luttant pied à pied et maison par maison.

Littéralement bloquées dans les faubourgs du nord-ouest, ces troupes, sans contact possible avec le gros des armées autrichiennes, soutinrent, à proprement parler, un siège.

Le communiqué russe du 17 n'enregistre pas une avance considérable de nos alliés dans les directions où ils ont déjà rompu le front austro-allemand ; mais il permet de constater que la rupture s'étend maintenant à des parties de ce front qui avaient résisté jusqu'à présent.

Les opérations paraissent donc très sagement menées ; au lieu de créer par une avance imprudente des saillants faciles à envelopper, l'état-major russe cherche à amener à hauteur convenable les divers éléments de sa formidable attaque.

Cela contristera peut-être les stratèges qui avaient entrevu un mouvement enveloppant sur Lemberg ; mais cela réjouira ceux qui apercevaient un danger dans l'avance trop prononcée de l'aile droite russe ; celle-ci exposant son flanc et même ses derrières aux entreprises des forces allemandes d'Hindenburg situées plus au nord.

La réussite du passage du Styx dans la région de Kolki est déjà une première garantie contre ce danger.

D'autre part, le centre, qui était immobilisé par la résistance de l'ennemi, entre Kremenetz et Bobuline, vient de briser cette résistance par sa droite en atteignant Radzivilov ; ce qui représente un gain de 40 kilomètres en deux jours.

Somme toute, sur 350 kilomètres de front attaqués, en dehors de la région du Pripet, il n'y en a plus que 100 qui semblent intacts.

A l'aile gauche, le succès s'affirme encore plus grand, d'une part en raison de l'arrivée de la cavalerie russe sur les bords de la Tcherniava, à 15 kilomètres à l'est de Sniatyn, de l'autre par la prise de Czernovitz.

Perdue par les Autrichiens en septembre 1914, cette place fut reprise par eux en octobre, repérée quelques semaines après, pour être finalement réoccupée le 16 février 1915. Nos ennemis étaient tellement persuadés de la tenir cette fois d'une façon définitive, que, tout récemment, les cours de l'Université y avaient été solennellement rouverts. Un de nos confrères se préoccupe de ce que va faire le nouveau recteur.

Et toujours aucun indice de contre-offensive allemande !

Général Verraux

LE COMITÉ SECRET

Hier, troisième séance du comité secret. Commencée à deux heures, elle a pris fin à sept heures. Nouvelle séance aujourd'hui à deux heures.

Pas plus que les jours précédents, il n'y avait personne devant le Palais-Bourbon à deux heures ; mais, dès six heures, une cinquantaine de personnes stationnaient devant les grilles. Elles se sont tranquillement dispersées après avoir vu la sortie des députés.

Oh ! le gaz !

Les civils aussi vont avoir leur gaz ! Le conseil municipal de Paris va discuter l'augmentation du prix du mètre cube : il serait désastreux que cette augmentation fût votée.

Nous devons cette menace non pas tant à la vie chère qu'à une décision du conseil d'Etat qui a donné raison à une compagnie contre je ne sais quelle ville de province.

On nous dit qu'au prix du charbon la Compagnie du Gaz non seulement ne fait pas de bénéfices, mais qu'elle a un déficit de cinquante millions. Mon cœur fond à l'idée des dividendes que ne toucheront pas les actionnaires ! Toutefois une compagnie comme la Compagnie du Gaz doit bien avoir dans un coffre-fort ce qu'on appelle des fonds de réserve. D'après les statuts de toutes les sociétés, ces fonds doivent servir aux dépenses imprévues, pour parer aux catastrophes financières. C'est le fonds de réserve qui doit donc parer à la hausse du charbon et non les consommateurs qui se débrouillent avec peine entre le boucher, le laitier et le marchand de pommes de terre.

La Ville de Paris, qui exploite le gaz en régie intéressée, devrait se rendre compte de l'exemple déplorable qu'elle donne à toutes les villes de France dont les compagnies vont se montrer fortes d'un tel précédent.

Le consommateur a fait un contrat avec la Compagnie ; pendant les années de vaches grasses, le charbon valait trois fois moins cher, jamais pourtant le client n'a exigé qu'on diminuât le prix du mètre cube, — malgré des promesses vagues de le vendre 0 fr. 15. Les années de vaches maigres sont venues, l'on se retourne sur nous ! Ça ne va pas ! qu'avez-vous fait des fonds de réserve, ô mauvais régisseurs !

D'ailleurs si le prix du charbon a augmenté dans des proportions considérables, les sous-produits tirés de la distillation de la houille ont également renchéri dans une proportion plus grande encore. Mauvaise régie ! Mauvaise régie !

Demain, sans doute, l'Electricité imitera la Compagnie du Gaz, la Compagnie des Eaux suivra, le propriétaire ne restera pas en arrière ; le boucher, à cause de tout cela, vendra sa viande plus cher, le crémier son lait et la fruitière ses petits pois.

Si un remède est indispensable, que le Conseil municipal le trouve, mais qu'il ne prenne pas une mesure d'autant plus impopulaire qu'elle ne lésa sérieusement que les petits.

Jacques Baudier

Les roses boches

Juin étant le mois des roses, je suis allé les solliciter, hier dimanche, de me distraire un instant des mélancolies de la guerre. Le grand horticulteur de Versailles chez qui je me rendis a soixante-huit ans. C'est un âge où il est permis de ne plus cultiver son jardin en personne. Faute de lui, je demandai ses deux fils :

— Ils sont au front, monsieur. L'aîné est capitaine, et il a été blessé deux fois.

— Alors, donnez-moi le chef de culture des rosiers.

— Monsieur, il n'avait que vingt-huit ans, et il était fiancé à une jeune employée d'ici. Vous la voyez : celle qui est en deuil, là-bas, derrière le bureau...

— Ah ! Est-ce que ?

— En Champagne, oui, monsieur. Une balle dans la tête.

Je dus me contenter du chef pépiniériste. Celui-ci me dit, en me guidant à travers la roseraie un peu dégarinée :

— Hélas ! monsieur ! nous manquons de main-d'œuvre. Cette guerre nous prend nos hommes. Et puis, nous avons pas mal d'ouvriers boches... Ceux-là, par exemple, ils feront bien de ne pas se représenter. Ah ! les bandits ! Plus de Boches en France, jamais !

— A la bonne heure ! Et maintenant, choisissez-moi quelques rosiers grimpants.

— Voici : que pensez-vous de ce rose tendre argenté ? C'est le *Tausendschan*. Et prenez cet original, un rosier bleu : le *Veilchenblau*. Mais le plus vigoureux est ce rouge luisant, un *Leuchstern*.

— Bon. Je voudrais aussi quelques hybrides de rosiers-thé. Cette belle fleur d'un blanc soufre ?

— C'est la *Kaiserin Augusta-Victoria*.

— Et celle-là, rouge feu ?

— Ah oui ! *Grüss an Teplitz* ! C'est une très belle variété, très demandée.

— Et maintenant, ajoutez-moi quelques pavots, bégonias, jacinthes...

— Ce grand pavot, cramoisi maculé noir vous irait-il ? Inscrivons : *Wurtembergia* ! Quant aux jacinthes, une double-bleu foncé : *Prince de Saxe-Weimar*.

Ces bégonias nains à fleurs écarlates feront des massifs superbes. Ce sont des *Graf Zeppelin*.

— Quelques touffes de phlox ?

— Prenez ce phlox à fleurs blanches, le *Frau Auton Buchner*. Ou plutôt, non, celui-ci : le *Frau Ekononierath Buchner*, blanc à œil rose lilas.

— Mais, m'écriai-je, c'est un jardin boche que vous me composez là ! Croyez-vous que j'aie envie de respirer l'odeur enivrante de la kaiserin Augusta-Victoria, et de recevoir dans le nez chaque matin les souhaits parfumés que vous appelez *Grüss* de l'amiral Tirpitz ?

— Non, Teplitz...

— Et quant à votre massif écarlate de *Graf Zeppelin*, comment n'avez-vous pas encore songé à débaptiser ces fleurs-là ? Débochez vos roses et vos bégonias, si vous voulez qu'on vous en achète ! Les misérables, ils avaient germanisé jusqu'aux fleurs !

— Monsieur, c'est une idée qui devrait être lancée dans les journaux.

Maurice de Waleffe

Leur Villégiature

Toujours bien nourris, les prisonniers allemands travaillent de moins en moins

En Allemagne, les prisonniers français employés aux travaux agricoles sont envoyés dans les fermes par groupes de deux, trois, cinq ou dix. Ils sont sous la garde de l'employeur qui verse un cautionnement et reste responsable d'eux.

L'autorité militaire allemande compte sur les civils qui les occupent pour les surveiller efficacement et elle juge inutile de distraire des hommes de ses dépôts pour cette tâche. En France, nous occupons cinq hommes par vingt prisonniers pour la garde des équipes travaillant aux champs. La plupart des hommes de garde sont des auxiliaires ou des incapables incapables de réprimer une tentative sérieuse de révolte ou de courir après les évadés. La plupart de ces hommes de garde sont des cultivateurs et ce n'est pas sans une certaine mélancolie qu'ils songent à leurs champs en friche, à leurs récoltes qui

risquent de se gâter, tandis qu'immobiliers et inutiles, ils regardent les prisonniers boches se mouvoir, avec quelle ironique lenteur ! Logiquement, il apparaît déjà singulier de diminuer ainsi d'avance de 25 pour cent le travail des prisonniers allemands en les faisant garder par des agriculteurs français mobilisés. (En admettant que les prisonniers boches produisent un travail égal à celui des ouvriers français, ce qui est contestable.)

Une étrange mission

En obligeant les employeurs à loger et nourrir à la fois les gardiens et les équipés qui sont au minimum de vingt hommes (équipes divisibles par groupes de dix au moins pour le travail, à condition que le groupe de vingt soit reformé, à la nuit, pour le cantonnement), l'emploi des prisonniers de guerre ne reste accessible qu'aux grandes exploitations. C'est, on l'avouera, un étrange procédé d'encouragement au travail pour les petits fermiers qui ont tous les leurs au front. Les prisonniers français en Allemagne sont donnés en secours aux petits propriétaires ; en France, les prisonniers allemands ne sont à la portée que des grands domaines.

Divers syndicats agricoles ont fait déjà remarquer au ministère de la Guerre qu'il y aurait intérêt : 1° à supprimer les hommes de garde ; 2° à mettre les prisonniers à la disposition des agriculteurs par groupes de quatre à cinq hommes. Un refus catégorique a répondu à ces propositions.

En effet, les hommes de garde ont une autre mission que celle qui consiste à s'opposer à la fuite des prisonniers et à interdire qu'ils ne communiquent avec des tiers ; ils ont une autre mission, bien caractéristique de l'état d'esprit qui nous anime en pleine guerre. Le chef du détachement de garde doit s'opposer à ce qu'on fasse travailler les prisonniers au delà des heures fixées par le cahier des charges et à d'autres travaux que ceux pour lesquels ils sont mis à la disposition de l'employeur (sic). La plupart des caporaux sont tellement pénétrés de cette consigne que c'est entre eux et le fermier, et non entre le fermier et les prisonniers, que certains conflits se sont élevés. Nous préservons les prisonniers boches contre l'excès de travail, même si eux-mêmes demandent à travailler davantage. Au delà de deux heures, les Boches ne peuvent consentir à aucune tâche supplémentaire, même si la récolte devait en souffrir.

Dans un domaine d'un de nos grands raffinés, une équipe de prisonniers se refusa même à achever le battage de dix gerbes restant à faire, au delà de l'heure. Si bien qu'il fallut laisser en place une battisse et faire revenir l'équipe pour un travail de dix minutes. Nous traitons les prisonniers boches avec une déférence que nous n'avons jamais eue, même pour les ouvriers syndiqués.

Pas de travaux dangereux !

« Ah ! nous soignons leur santé ! A la Palfice, le déchargement des chevaux de la Pampa est fait par des territoriaux du train et des chasseurs à cheval. Ce n'est pas sans accidents. Les bêtes importées font montre souvent d'un caractère ombrageux et il y a, dans les hôpitaux de La Rochelle, un certain nombre d'hommes victimes de nos hôtes à quatre pattes. On aurait dû, d'abord, semble-t-il, employer les Boches à ce travail. On l'a estimé trop dangereux pour eux. Par application d'un article de la Convention de La Haye, on a décidé que les prisonniers de guerre ne pouvaient être employés à manipuler ni explosifs, ni aciers ; qu'ils ne pouvaient ni décharger, ni convoyer des chevaux qui sont matériel de guerre. Ainsi nous dispensons ces pauvres Boches captifs de tout travail pénible. Quand donc vait-on les envoyer dans des villes d'eau ? On se souvient de ce singulier héros de Huysmans, dans *A Rebours*. Des Esseintes formait des assassins par la démolition. Peut-être l'intendance se propose-t-elle un but semblable. En faisant passer aux prisonniers allemands le goût du travail, elle espère sans doute qu'ils refuseront, à leur retour chez eux, de se remettre à l'ouvrage. Talleyrand n'eût osé entrevoir si loin ni si profondément dans l'âme humaine.

Ils auront tellement perdu l'habitude de travailler qu'ils ne sauront plus rien faire, après la paix, disait un feldwebel en parlant de ses hommes. Seulement comme, là-bas, ils retrouveront une poigne énergique, ils maudiront la France !

Allons-nous continuer cette tradition de faiblesse ? Reman pouvait reprocher à Sparte d'être une maîtresse d'erreurs sombres. Reprocherait-on à la France d'être une maîtresse d'indulgences coupables ? S'ils mangent le pain de la France, les prisonniers allemands doivent le gagner au moins autant que les Français.

François Lebon

La délégation canadienne

Bordeaux, 18 juin. — Les délégués officiels du ministère du commerce canadien qui doivent visiter les principaux centres industriels de la France sont arrivés à Bordeaux, venant de Paris. M. Maurice Damour, député des Landes, qui les accompagne, les a présentés, à la descente du train, au maire de Bordeaux, M. Charles Gruet, au bureau de la Chambre de commerce, au consul d'Angleterre et au Comité de la Foire de Bordeaux. Le maire a prononcé quelques paroles de bienvenue et M. Woods, président de la Chambre de commerce de Toronto, lui a répondu.

Hors d'Œuvre

Billet à un Méridional

Un mot imprudent, monsieur, a froissé votre susceptibilité.

En parlant de la séance secrète de la Chambre, et des chances minimes que le secret avait d'être fidèlement gardé, j'avais eu le tort d'ajouter : « Car ils sont cinq cents, dont plusieurs du Midi. »

La plaisanterie était facile ; vous avez raison de me reprendre ; vous avez raison d'affirmer que les Méridionaux ne sont pas plus indiscrets que les gens du Nord, que Joffre-le-Taciturne est né à la limite extrême des pays de langue d'oc, et que, si on a pu rencontrer à Bordeaux des personnages caubertins et bavards, c'est qu'ils y étaient venus de Paris en septembre 1914.

J'ai remarqué personnellement que les gens du Midi savent fort bien garder un secret sans se donner l'air d'être mystérieux. Un Gascon peut parler pendant une heure et demie sans en dire autant qu'un Parisien ou un Breton en trois mots.

Mais je n'accepte plus vos reproches, lorsque vous ajoutez : « C'est comme ces plaisanteries imbéciles sur le manque de courage des Méridionaux... »

Je ne me suis jamais permis aucune de ces plaisanteries. Car d'Artagnan a toujours été mon héros préféré, et je sais que les Cadets de Gascogne, s'ils font beaucoup de bruit, font beaucoup de besogne. Et même, en toute sincérité, j'admire Tartarin de Tarascon comme un véritable héros.

Tartarin quitte sa chère maison et ses douces habitudes pour marcher au devant des plus terribles dangers. Dangers imaginaires, mais qu'il croit réels. Il les affronte en tremblant, et c'est ce qui fait sa vertu, comme celle de Turenne : « Tu trembles, carcasse !... » Le plus beau courage est le courage qui n'est pas inconscient. Et je ne sais rien de plus beau que Tartarin attendant l'assaut du lion dans la banlieue d'Alger, Tartarin suant d'angoisse mais ne reculant pas, bien que personne ne soit là pour le regarder.

Il y a peut-être un héros que j'admire davantage... et il est encore plus méridional que Tartarin.

C'est l'incomparable don Quichotte de la Manche.

ZETTE

A Mézidon

Un lecteur pont-épiscope (ce qui n'est pas une opinion religieuse ou politique, mais une simple indication d'origine : Pont-l'Évêque) nous signale un fait qu'il a remarqué à plusieurs reprises lorsqu'il passait par chemin de fer en gare de Mézidon.

La gare de Mézidon, connue seulement des fabricants de couplets pour café-concert, veut se faire remarquer par son brillant éclairage en plein jour. A 7 heures du matin, de nombreuses lampes à essence, de gros calibre, y font concurrence à la lumière du soleil. Et les gens qui passent à Mézidon font cette réflexion que l'Etat, au lieu de gaspiller le temps de ses employés à la rédaction de circulaires, où les économies d'éclairage sont recommandées à la population civile, pourrait éviter les gaspillages d'essence et de pétrole sur son propre réseau.

En attendant, voici un titre pour une nouvelle chanson : *Le Lampiste de Mézidon*...

L'esprit des embusqués

Un lieutenant, permissionnaire du front, rencontre à Paris, dans un café, un de ses amis qui arbore un superbe uniforme d'officier russe (du reste sans indication de grade).

- Tu sers donc dans l'armée russe ?
- Mais oui, mon vieux...
- Quelle arme ?
- Je sers... dans une fabrique d'obus.
- Tu tournes des obus ?

— Pas précisément... mais je les compte ; et je contrôle à la sortie.

— Et tu as pu venir en congé de Russie à Paris ?

— Je vais te dire... Mon usine russe de munitions, elle est dans le département de la Seine.

A rapprocher de cet autre dialogue, que nous conte *L'Antiboche illustré* :

- Comment va ton frère ?
- Mon frère... Ah ! mon frère, je m'occupe de le faire revenir à Paris.
- Où est-il donc ?
- A Vincennes.

Félicitations

Un journal régional nous apprend qu'une battue au sanglier, organisée dans la forêt de C..., a eu un très brillant résultat.

Il cite les noms des « vaillants sportsmen » qui, « après sept heures consécutives d'une chasse particulièrement dure », ont su réaliser cet exploit.

Les « vaillants sportsmen » ainsi cités à l'ordre du jour ne peuvent manquer d'être un peu gênés vis-à-vis de ceux et de celles qui ont au front un fils ou un mari.

Lorsqu'on possède une assez belle santé pour courre les sangliers pendant sept heures consécutives, on est bon pour aller faire un peu la chasse aux Boches.

Qu'on en finisse à Athènes

Les scandaleuses manifestations dont Athènes vient d'être le théâtre ont fait tomber, parait-il, les dernières hésitations de ceux qui répugnaient encore à l'emploi, envers la camarilla de trahison et de coup d'Etat qui tient lieu depuis huit mois de gouvernement grec, de la seule manière qui convenait à nos intérêts et à notre dignité.

Les trois puissances protectrices de l'Hellade, appuyées par leur alliée italienne, entendent voir disparaître le gouvernement anticonstitutionnel appelé au pouvoir par le roi Constantin, voir la démobilitation de l'armée et de la flotte devenir effective, veiller au respect de la Constitution et des lois grecques par tous les Grecs, débarrasser le pays des fauteurs de troubles, laisser la nation décider librement par des élections immédiates de sa politique intérieure et extérieure...

Nous finirions donc par quoi nous aurions dû commencer... Il y a trois mois, j'écrivais ici que le ministère Skouloudis sombrerait dans le sang ou dans la boue. Il est déjà dans la boue par sa trahison envers la Serbie, par sa collusion avec la Bulgarie, par sa lâcheté et son cynisme envers nous ; il est à la veille de trébucher dans le sang.

Il n'y a plus une minute à perdre, plus une hésitation à avoir, si nous voulons éviter que les agents de l'Allemagne à Athènes poussent leurs créatures au gouvernement et à l'état-major à risquer le tout pour le tout, dans un coup de violence et de folie. Les attaques dirigées contre les venizelistes et les sujets de l'Entente, au cours des manifestations policières de dimanche dernier, montrent l'état d'esprit des dirigeants grecs et prouvent que leurs agents ne reculeront, le cas échéant, devant aucune violence. Tandis que la presse officielle s'efforce de soulever la foule contre les Alliés, l'état-major rappelle par voie de convocations individuelles tous les officiers et sous-officiers sur le dévouement desquels il croit pouvoir compter, et ne presse la démobilitation que pour remplacer dans les casernes les réservistes qui s'en vont par des hommes mieux en main et dont beaucoup même sont des naturalisés de fraîche date...

Souverains, ministres, officiers de cour, germanophiles de tout rang et de tout poil, tous ces gens qui nous haïssent et dont nous lésions les intérêts les plus chers ne s'inclineront que devant la force, et ils ne le feront sans lutte que si nous ne leur laissons pas le temps...

Finissons-en.

Henri Pozzi

L'ŒUVRE commencera

PROCHAINEMENT

la publication d'un Recit VÉCU ÉMOUVANT ET JOYEUX

Comment je suis allée me marier sur le front

par GERMAINE BEAUMONT



Le bilan de la Conférence ÉCONOMIQUE

Sans bruit, sans manifestations extérieures, vraisemblablement intimidée par la solennité du Comité Secret, la Conférence économique des Alliés a terminé hier ses travaux. Aucun ordre du jour n'a été communiqué à la presse. Hatons-nous de dire qu'il ne s'agit nullement d'un silence définitif. Le public saura exactement — dans l'ensemble sinon dans le détail — ce qui s'est discuté au cours des trois journées consacrées à l'étude des problèmes commerciaux et industriels intéressant les puissances de l'Entente. Seulement, il ne le saura que dans deux ou trois jours. Par un sentiment de discrétion devant lequel il faut s'incliner, M. Clémentel, ministre du commerce, n'a pas voulu que la France fût renseignée avant les autres nations sœurs. Et c'est là toute la cause de ce léger retard.

Nous croyons savoir que, par une initiative heureuse dont il convient de le féliciter, M. Clémentel a l'intention d'exposer verbalement et copieusement les questions qui ont été débattues au sein de la Conférence économique. Cet exposé se fera certainement sous peu.

Nous avons pu, hier matin, approcher quelques-uns des délégués. L'heure était d'autant plus propice que, surpris au milieu de leurs préparatifs de départ, ils n'avaient pas eu le temps de se mettre sur la défensive. Au surplus, nous ne leur demandions nullement de révéler les secrets de leurs délibérations : nous tenions à connaître leurs impressions d'ensemble.

M. Daneo

M. Daneo, lorsqu'il fut désigné pour représenter l'Italie à la Conférence économique des Alliés, était ministre des finances dans le cabinet Salandra.

— Ce que je pense, en quelques mots ? Beaucoup d'accord, une sincère bonne volonté entre les nations alliées. Ce qui nous intéressait surtout, c'était la question du fret, dont les difficultés ont fait peser sur nous tant de lourds ennuis pendant près d'un an. Les efforts récents du baron major des Planches avaient amélioré sensiblement cette pénible situation ; je crois que la conférence aura achevé de réaliser ce que nous attendions d'elle.

M. Pokrowsky

M. Pokrowsky, contrôleur général des administrations de l'Empire russe, nous fait une déclaration aussi brève, mais moins particulière :

— L'Allemagne a définitivement perdu la partie, non seulement au point de vue militaire mais aussi au point de vue économique. Il a été décidé, en principe, que nous empêcherions désormais la production germanique de bénéficier, dans les traités de commerce internationaux, du traitement de la nation la plus favorisée. Et nous arriverons à convaincre les neutres de la nécessité de rompre avec une puissance qui n'a jamais eu en vue que leur ruine et leur absorption.

M. Goblet d'Alviella

M. Goblet d'Alviella, ministre d'Etat de Belgique, se laisse surprendre par nous au moment où, en compagnie de Mme d'Alviella, il se dispose à quitter l'hôtel Continental. Aussi sa conversation n'est-elle guère prolifique :

— Je sors de là, nous déclare-t-il cependant, plus convaincu que jamais de la loyauté de nos alliés. Oui, la Belgique est assurée de surgir plus grande et plus forte de cette douloureuse épreuve. Et l'économie politique des nations y gagnera aussi. L'immense machine allemande, étatisée et aveugle dans son mécanisme compliqué, a montré ce dont elle était capable : un travail initial puissant, certes, et admirablement ordonné au départ, mais perdant peu à peu, dans la suite des événements, toute sa vigueur et toute son efficacité. Plus d'étatisme, voyez-vous ! C'est par la coopération, ou l'individualisme n'abdicant aucun de ses droits, aucune de ses qualités, que nous nous relèverons aussitôt après la guerre...

Le baron Sakatani

Marchant à pas menus, souriant et timide, le baron Sakatani a bien voulu nous permettre de l'accompagner quelque temps. Hélas ! que ces hommes d'Extrême-Orient sont discrets !

— J'ai beaucoup écouté et quelque peu retenu, nous confie l'ancien ministre des finances du Mikado. Tous les problèmes discutés par la conférence m'ont intéressé, non pas seulement parce qu'ils concernent nos alliés, mais aussi parce qu'ils sont d'un ordre moral auquel le Japon ne saurait demeurer indifférent. Ou l'Allemagne reviendra, dans les conditions que nous aurons à délimiter, à une plus exacte compréhension des droits de l'humanité, ou elle n'en reviendra pas.

Lord Crewe

En une formule lapidaire, lord Crewe, chef de la délégation britannique, dit son opinion :

— Aggression militaire, agression navale, agression économique : c'est la triple faillite allemande. Verdun, le Jutland, la Conférence économique, trois victoires alliées. Et Czernowitz sonne pour la Germanie le premier glas funèbre !

Ainsi, tous les délégués sont unanimes à reconnaître que l'œuvre qu'ils viennent d'accomplir en ces quelques jours est riche en promesses de toutes sortes. Qu'il nous soit permis toutefois de souligner qu'elles ne soient pas toutes ajournées à la fin de la guerre.

Des conversations qui précèdent et dont nous avons retenu les formules les plus nettes, il résulte que les nations alliées se prémunissent jalousement contre toute offensive économique de l'Allemagne lorsque la paix sera venue. Mais il ne faudrait pas se contenter de ce programme du lendemain : les questions d'aujourd'hui doivent aussi attirer notre attention. Celle du fret et du charbon, liées à la situation même de notre change, réclame une solution immédiate. Déjà, de notables progrès ont été réalisés dans ce sens : ils ne suffisent pas. Si la guerre doit se prolonger au delà du prochain hiver, notre industrie et notre commerce ne peuvent plus se heurter aux difficultés qu'ils ont rencontrées jusqu'à présent et ce serait mal reconnaître leur zèle et leur patriotisme que de les laisser dans l'embarras.

Nous avons tout lieu de croire, d'ailleurs, que les délégués ont parfaitement saisi l'urgence de leur tâche. Mais comme, en pareille matière, la discrétion est légitime, ils ont parfaitement agi en gardant, sur les mesures immédiatement exécutoires, le secret de leurs décisions.

AU METRO

Est-il admis comme un dogme qu'en temps de guerre les civils ne peuvent se plaindre de rien ?

Si la règle souffre une exception, qu'il soit au moins permis aux Parisiens de protester contre l'administration du métro, qui, bien que civile, semble avoir le droit de tout se permettre.

Aux heures d'affluence, ce sont tous les soirs les mêmes bousculades, les mêmes altercations, les mêmes risques d'accidents. La nuit dernière, entre 11 heures et 11 heures et demie, la juste colère du public faillit déclencher une émeute.

Les autorités compétentes ne se rendent-elles pas compte qu'un jour d'orage il peut se produire quelque incident dont les conséquences seraient difficiles à mesurer ? Ne vaudrait-il pas mieux le prévenir en rapplétant une bonne fois aux intéressés que les wagons du métro sont faits pour les voyageurs et non les voyageurs pour les wagons du métro ?

LA SUPPRESSION DU PRIVILEGE DES BOUILLEURS DE CRU



— Faire ça à ses électeurs !...

LE RÉGIME DE LA TERREUR

Nous ne connaissons que plus tard le détail du régime de délation, d'espionnage, de trahison, de terreur auquel les Allemands ont soumis l'Alsace durant cette guerre. A vrai dire, un tel régime n'est pas un nouveau. Qu'on relise l'Histoire d'Alsace d'Hansi et l'on verra qu'il fonctionnait déjà avant la guerre. Mais, cette fois, il est amplifié, généralisé, systématiquement « organisé ».

A Colmar, les « boys scouts » allemands, les Pfadfinder ont été mobilisés. Ils s'embusquent le soir derrière les arbres du Champ-de-Mars afin de surprendre les conversations des indigènes.

Le gouvernement offre une prime de vingt marks aux bonnes qui dénonceront leurs patrons, soit qu'ils montrent chez eux des sentiments francophiles, soit qu'ils parlent français !

Partout on trouve des agents provocateurs.

Après chaque « victoire » remportée sur les Russes, le nombre des condamnations augmente... en partie grâce aux femmes des gardiens de prison. Elles vont dans les magasins, parlent à haute voix de la nouvelle « victoire » et disent : « Ah ! comme cela fait plaisir ! » — Malheur aux imprudents qui mettent en doute le succès annoncé, ou discutent le nombre des hommes ou des canons enlevés à l'ennemi. Ils sont aussitôt arrêtés, emprisonnés, condamnés, comme ce malheureux Strasbourgeois qui avait osé répondre à une mégère lui annonçant la capture de 300.000 Russes : « 300.000 prisonniers ! Oui, 300.000 poux ! »

J'ai sous les yeux d'admirables lettres qui sont les témoignages les plus éloquent du martyre quotidien qu'endurent les Français d'Alsace.

Une Alsacienne écrivait de Strasbourg le mois dernier :

Ce que nous souffrons et sommes malheureux depuis quinze jours surtout !

C'est le régime de la terreur. On ne sort que s'il le faut. On parle tout bas, on regarde avec méfiance autour de soi ; on est expulsé, condamné à la prison, souvent dans les vingt-quatre heures et sans révision, comme de nombreuses connaissances et amis.

D'autre sont, dit-on, sur la liste. Nous avons des amis dévoués. Nous les voyons après souper quand tout est clos et que les domestiques, dont on doit se méfier, sont couchés.

Il faudrait faire savoir à tous les officiers et soldats français que les Alsaciens ne peuvent pas les accueillir à bras ouverts quand ils viendront. Nous sommes soupçonnés, espionnés de tous côtés, de ceux que nous supposons les moins capables de le faire. Un geste, un mot, un chiffon à poissière agité d'une fenêtre, ont fait fusiller des centaines de personnes.

Et la courageuse femme ajoute ces lignes que bien des Français devraient méditer qui ne comprennent rien à l'attitude de certains Alsaciens :

... Ce n'est pas par lâcheté, je vous assure que nos paysans sont peu accueillants ; ils sont terrorisés.

Quand ils refusent à manger aux pious-pious ou quand ils disent ne pas connaître un chemin, c'est leur vie qu'ils préservent. Précisément, ceux qui vous accueilleraient bien il leur faudrait vous en méfier, car peut-être ce seront des pièges tendus.

Ah ! si je pouvais vous faire comprendre cela...

Autre lettre, non moins émouvante, et qui peint bien, elle aussi, la souffrance et l'attente angoissée des Alsaciens : c'est encore une lettre écrite par une femme au début de 1916 :

On est ici accablé, terrorisé, traité d'une façon indigne. Les Boches se rendent si odieux que la population ne l'oubliera jamais. Mais ils travaillent à germaniser les enfants, dans les écoles d'abord, puis en envoyant en Allemagne, dans des orphelinats, ceux des villages évacués.

On est, malgré cela, Français plus que jamais, avec ardeur, dévotion, héroïsme, même quand nos obus, hélas ! ruinent et tuent.

On fait fort bien, en Alsace, la vérité sur les opérations militaires, les blessés parlent malgré tout et l'état des troupes est éloquent. On a donc plus de confiance et d'espérance.

Quelques autres nouvelles arrivent à passer ; les journaux français, que les officiers peuvent se procurer et qu'ils jettent au panier après les avoir lus, sont avidement recueillis et on se les passe adroitement. Quelques rares voyageurs donnent des renseignements, mais aucun permissionnaire n'est autorisé à venir dans ces régions si proches du feu s'il n'est connu pour être allemand...

Autre lettre encore venue, elle aussi d'Alsace, malgré les précautions de nos ennemis :

A Colmar, y lisons-nous, le canon fait trembler les vitres et les parquets. Les Allemands règnent en maîtres, écrasant les Alsaciens sous leurs bottes, fusillant les uns, emprisonnant les autres, envoyant tous ceux qu'ils peuvent de l'autre côté du Rhin, pillant, saccageant, brûlant tout. Ils disent eux-mêmes : « Ici, nous sommes en pays ennemi ! » — Les Alsaciens joignent de leur mieux les blessés français.

Germaine et Jeanne B... ajoute notre correspondante, se sont montrées infirmières admirables. Elles ont fait ce qu'elles

ont pu pour les blessés français et ont beaucoup contribué à sauver un jeune saint-cyrien...

Et cette brave femme qui achète de la viande qu'elle voulait mariner pour offrir aux Français quand ils viendraient ! Et ces gens de Sainte-Marie qui racontent qu'en voyant les Français descendre en 1914, ils croyaient voir des anges.

J'emprunte enfin à cette lettre ces quelques lignes dont la simplicité fait naître une émotion profonde :

Un jour, il y avait deux cents prisonniers français qu'on promenait dans Strasbourg ; arrivés devant la gare, ils voient une Alsacienne en costume en sortir et tous lui font le salut militaire. La pauvre fille ne savait où se fourrer et les témoins se cachaient pour pleurer...

André Faure

L'armée de demain défile aux Tuileries

Il n'est pas de spectacle plus aimé des Parisiens que les fêtes patriotiques et les civils ne manquent jamais une occasion d'applaudir la jeunesse qui se prépare au service militaire, en attendant l'heureux jour d'acclamer nos héroïques soldats qui reviendront vainqueurs. C'est ainsi qu'une foule énorme s'était rendue hier au jardin des Tuileries où l'Union des Sociétés de Préparation militaire de France donnait sa vingt-neuvième réunion d'éducation physique avec le concours de la Société d'Enseignement moderne.

La présence du général Parreau, commandant le département de la Seine, qui représentait le ministre de la guerre relevé à la Chambre, donnait à cette cérémonie militaire un caractère officiel. Dans la tribune principale avaient également pris place : le capitaine de frégate Portier, délégué par le Président de la République ; M. Chabosseau, représentant le président du Conseil, et le capitaine Guillot ; le gouverneur militaire de Paris ; les chefs de cabinet des différents ministres et des présidents de la Chambre et du Sénat ; le colonel de la garde républicaine ; les présidents des Conseils municipal et général ; le préfet de police et diverses notabilités militaires et civiles. On remarquait également la présence des membres du corps diplomatique ; les représentants des puissances alliées furent particulièrement acclamés. L'ovation qui salua le colonel délégué par l'ambassade de Russie l'accompagna, de plus en plus nourrie, jusqu'au moment où son automobile quitta la place de la Concorde.

De deux heures à quatre heures, les deux mille cinq cents jeunes gens qui avaient réuni cette manifestation ont manœuvré avec une parfaite cohésion, aussi bien par sections que dans les mouvements d'ensemble qui ont précédé le défilé.

Tout d'abord, quatre cents enfants des écoles ont montré qu'ils savaient marcher en pas mieu que certains détachements de vieux auxiliaires. Plusieurs sociétés de province n'avaient pas hésité, malgré les difficultés de l'heure présente, à envoyer des délégations ; il en était venu de Chartres, de Châlons-sur-Marne, de Bordeaux, de Bayonne, de Toulouse, dont les membres ne paraissaient nullement fatigués par le voyage. Les cyclistes de l'Union vélocipédique de France étaient suivis de trois bataillons d'infanterie, des sections de l'aviation, de la cavalerie et de l'artillerie avec une batterie de 75.

Sous la direction du commandant Matifas, des exercices de gymnastique éducative furent exécutés par les écoliers et des démonstrations d'escrime à la baïonnette précédèrent les manœuvres purement militaires qui se déroulèrent au milieu des applaudissements de l'assistance. Le général Parreau y a ajouté les félicitations du gouvernement pour l'œuvre patriotique accomplie par les sociétés de préparation militaire. Et, sur les Boulevards où, vers la fin de l'après-midi, les jeunes troupes défilèrent derrière leur musique et leur drapeau, la foule acclama une fois de plus l'armée de demain.

Manifestation franco-japonaise

Lyon, 18 juin. — M. Gérard, ancien ambassadeur de France au Japon, a fait, cet après-midi, une conférence qui a réuni un nombreux et brillant auditoire.

L'ambassadeur du Japon y assistait, en touré de nombreuses personnalités, parmi lesquelles le général Ebener, gouverneur militaire de Lyon ; M. Herriot, sénateur et maire de Lyon ; le général Lebon, M. Bertin, de l'Institut, et un grand nombre de notabilités.

NÉCROLOGIE

Le service pour le repos de l'âme du comte de Mayol de Lupé, qui devait avoir lieu le 20 juin, sera célébré à Saint-Thomas d'Aquin (chapelle Saint-Louis), le mercredi vingt et un juin, à neuf heures et demie. Le présent avis tient lieu de convocation.

Le peintre Paul Colin, inspecteur général honoraire de l'enseignement du dessin, vient de mourir à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Depuis plus de cinquante ans, il exposait régulièrement au Salon annuel où ses paysages de Normandie étaient toujours très remarqués. On lui doit aussi de nombreux modèles de tapisseries exécutées par les manufactures des Gobelins et de Beauvais.

Après avoir rempli plusieurs missions à l'étranger, il fut chargé, en collaboration avec Guillaume, de la réforme de l'enseignement du dessin en France, ce qui lui valut d'être nommé professeur à l'Ecole Polytechnique et inspecteur général de l'enseignement du dessin.

IL FAUT TENIR...

Il faut assurer le bon fonctionnement de l'estomac par l'usage régulier de l'eau gazeuse de Couzan Braut qui, depuis près de vingt ans, a conquis les suffrages des hygiénistes et des gourmets.

La boue remonte

On boit, on danse et on joue à Paris dans plus de 300 maisons clandestines

Il y a quelque temps, la préfecture de police voulut bien s'apercevoir qu'en plein Paris et en pleine guerre, un cabaret dont le nom seul était un défi — les *Météques* — tentait de rénover un genre plus qu'équivoque, que la conscience française a réprouvé dès la première heure de la mobilisation. Encore ne se décida-t-elle à agir que sous la pression vigoureuse de quelques rares organes de la presse parisienne, révoltés par une aussi cynique exhibition.

Mais l'administration de M. Laurent s'est trompée si elle a cru, après ce bel exploit, pouvoir se reposer. Le cabaret des *Météques* n'a été qu'une des multiples manifestations d'une manœuvre honteuse et antinationale entreprise par certains individus. Et si sa fermeture a été accueillie avec soulagement, elle n'a été considérée par nous que comme le prodrome d'un nettoyage considérable auquel la police n'a que trop tardé à se résoudre.

Nous permettrai-elle de l'aider discrètement, non par le moyen de dénominations anonymes — ce n'est ni dans notre rôle ni dans notre caractère — mais par des indications suffisantes pour l'aiguiller sur la bonne voie ?

Il y a déjà près de deux ans que nous vivons à Paris sous un régime particulier, dont on pouvait penser qu'il contribuerait à combattre sérieusement l'alcoolisme. La fermeture des cafés et débits à dix heures et demie du soir avait au moins cet avantage de limiter la tentation.

Qu'on se détrompe ! Jamais il n'a été aussi facile qu'aujourd'hui de consacrer à la dive bouteille les heures mystérieuses de la nuit.

On boit partout. Des maisons spéciales se sont ouvertes. Rue de Provence, rue de Trévise, rue Godot-de-Mauroy, rue Joubert, l'alcool coule à flots. Il est vrai qu'il coûte assez cher. Il faut, pour avoir le droit de s'en abreuver, louer une chambre, d'ailleurs luxueuse, moyennant quoi on peut, la nuit entière, consommer tout ce que l'on désire : whisky, arquébuse, rhum, liqueurs, champagne, etc., sans autre restriction que celle imposée au portemonnaie par un tarif extrêmement onéreux.

Des cafés, sous le manteau... de leur devanture, reçoivent les clients connus ou recommandés. Il y en a deux ou trois, dans le quartier du Faubourg Montmartré, rue de Provence, rue d'Auteville, rue des Petites-Ecuries, qui tiennent comptoir ouvert — ou tout comme — de onze heures du soir à huit heures du matin. Un mot de passe que d'audacieux rabatteurs propagent un peu partout permet d'accéder à ces paradis empoisonnés. L'un d'eux est à vingt mètres environ d'un commissariat de police !

Faut-il signaler, en passant, un établissement public où l'on patine et où, sous prétexte de skating-roller, se sont retrouvés tous les familiers des bars et des bals interlopes du temps de paix ?

Mais il y a mieux. Certaines maisons d'aspect bourgeois et sévère se transforment, la nuit, en tavernes et en restaurants montmartrois. Des appartements aux meubles austères sont réservés à ces scandaleuses beuveries. Faut-il citer ici l'exploit de cette extraordinaire cicerone de la rue de La Rochefoucauld qui, à la barbe de la police, organise dans sa loge et dans deux logements, momentanément vacants, du premier et du « cinquième » une véritable boîte de nuit, à laquelle il ne manquait que les tziganes et les danseuses espagnoles ? En quelques mois, la pipelette s'enrichit. On buvait jusque sur son lit et sur sa table de nuit, tant l'affluence était considérable. L'aile de poulet valait cent sous et le verre de tord-boyaux un franc. C'était donné !

La comçerie de la rue de La Rochefoucauld fut enfin découverte... parce qu'un client gris s'avisait d'aller faire vacarme devant les alguazils proches. Elle ferma sa boutique... pour la rouvrir quelques jours après, dans une rue voisine de la rue Lepic, où elle continua son intéressant commerce. Sa maison est désormais connue des noctambules sous ce titre : *Les Begonias* !

D'autres ont imité son initiative : rue Victor-Massé, rue Lepic, rue Rochefoucauld, avenue de Villiers, rue de Constantinople. Les demoiselles de Montmartre se sont faites les courtières de ces entreprises clandestines, et il n'est pas rare de rencontrer, au petit jour, sortant de là, de pauvres poilus en permission qui titubent lamentablement, l'estomac chargé et le porte-monnaie vide... sous le regard indulgent des gardiens de la paix.

Mais cela, c'est le tiers-état de l'alcoolisme et de l'orgie. L'aristocratie opère plus délicatement : elle mêle le tango à la boisson et... au reste.

Le tango ! Quelles sont les personnes naïves qui le croyaient à jamais exilé ? Il est devenu plus coûteux, mais il est resté aussi vivant qu'au temps de la paix bienheureuse.

Rue d'Offémont — on voit que nous précisons autant que cela nous est possible — une assistance triée sur le volet consacre à la danse argentine les heures que d'autres emploient au sommeil. Une vieille dame de grande allure — mais pourquoi se teint-elle les cheveux en rouge feu ? — dirige les ébats de « son

gentil monde ». L'entrée n'est pas gratuite : vingt francs par cavalier, dix francs pour les dames. Le bal est installé au rez-de-chaussée : un orgue magnifique remplace l'orchestre. De lourdes tentures, de doubles portières, des matelas de feutre, étouffent les bruits... On boit, naturellement.

Rue Pergolèse, un hôtel très chic et très discret entrouvre ses portes aux invités. Car, là, il faut une carte pour entrer. Là, le tango vaut cent francs, mais on a le droit d'emmener sa danseuse par-dessus le marché...

Même scandale avenue de Villiers, rue Pigalle, avenue de Messine, boulevard Malesherbes, rue Cortambert, et dans vingt autres endroits. Et, dans chacune de ces maisons de danse, l'hôte, se, qui connaît les faiblesses de l'humaine nature, joint aux profits du tango ceux du chemin de fer ou du baccara. La scène est classique : vers deux heures, quand les jambes commencent à s'engourdir, une petite femme s'écrie : — Zut ! je ne langue plus. Si l'on taillait une banquette ?

— Je n'ai pas de cartes ! répond la patronne.

— Mais j'en ai, moi ! déclare la « tanguoise ».

Et l'on se met à cartonner jusqu'à l'aube, quelquefois même jusqu'au soir suivant !

Nous pourrions allonger notre énumération à l'infini. Nous nous en tiendrons là, laissant à la police le soin de la compléter et de nous prouver que, même sans Garfouinkel, elle est encore capable de servir à quelque chose...

DÉPOSEZ VOS TITRES des pays neutres A LA BANQUE DE FRANCE

C'est un devoir pour tous les Français, chacun selon ses moyens, de collaborer à la défense nationale. Cette collaboration, permise à tous, ne doit être refusée par aucun, tous ayant intérêt à hâter la victoire finale en fournissant au Trésor public toutes les ressources qui lui sont indispensables pour l'assurer et la hâter.

Ceux qui disposent de capitaux peuvent souscrire aux Bons et Obligations de la défense ; ceux qui, à défaut de capitaux, possèdent des titres de pays neutres doivent, sans retard, les déposer à la Banque de France. Ce n'est pas seulement leur devoir, c'est aussi leur intérêt.

L'opération dont il s'agit ne présente, en effet, à tout point de vue, que des avantages pour le déposant.

Elle est intéressante : Au point de vue du Trésor, parce qu'elle facilite les arrangements qu'il doit prendre avec les pays neutres pour les achats qu'il y effectue pour les besoins de la défense nationale, et elle lui permet de régler ces dépenses dans des conditions moins onéreuses ;

Au point de vue des porteurs, parce qu'elle leur procure, au profit immédiat très appréciable, puisque, au moment même du dépôt des titres, leur est alloué une bonification équivalente à un quart — soit 25 0/0 — du revenu brut annuel des titres.

Cet avantage matériel n'est contrebalancé par aucun inconvénient pour les porteurs de titres neutres qui les prêtent à l'Etat en les déposant à la Banque de France, attendu qu'ils conservent tous les avantages que comportent leurs titres absolument comme s'ils continuaient à les détenir.

En effet : le porteur conserve la prime éventuelle qui peut être réalisée sur l'encaissement des coupons à l'étranger.

Le bénéfice résultant de la prime d'amortissement des titres par voie de tirage au sort, s'il y en a un, lui reste acquis.

En outre, le porteur peut toujours réaliser ses titres grâce au certificat négociable qui lui est délivré contre le dépôt des valeurs au Trésor.

Les titres peuvent être déposés soit timbrés, soit non timbrés.

Et ici un petit renseignement à fournir encore :

On a demandé, de différents côtés, à quel taux on convertirait en francs, dans le cas de rachat, le prix en dollars des valeurs américaines non cotées à la Bourse de Paris.

Nous croyons pouvoir dire que ces valeurs seraient payées d'après le cours moyen du dollar coté à la Bourse de Paris le jour de l'annonce du rachat.

L'hypothèse même de ce rachat est bien improbable et, d'ailleurs, les intéressés pourraient, si les cours des changes leur paraissent avantageux, demander ultérieurement et *proprio motu* la vente de leurs titres et bénéficier du taux de transformation afférent à l'époque de cette vente.

On se rend donc maintenant bien compte pourquoi l'on doit déposer à la Banque de France les titres des pays neutres que l'on détient : c'est, tout à la fois, travailler dans l'intérêt général et dans son propre intérêt, qui se trouvent ici étroitement liés.

« L'Œuvre » militaire

La nourriture aux armées

C'est une grave question, que celle de la nourriture. Elle a une influence immédiate et directe sur le moral des troupes, autant que sur la vigueur physique des combattants. Et il en fut toujours ainsi : n'était-ce pas Napoléon qui déclarait que la principale préoccupation d'un chef devait être de ramener au combat que des soldats ayant « le ventre plein » ? Expression dont la trivialité imagée ne comporte d'ailleurs qu'une part d'exactitude, pour nos troupes, tout au moins, car le soldat français, plus délicat, plus raffiné que nos ennemis, exige à bon droit que la qualité marche de pair avec la quantité.

En a-t-il toujours été ainsi ? Il est permis d'en douter, puisque M. Joseph Thierry, sous-secrétaire d'Etat de l'Intendance, déclare lui-même le contraire :

Vous avez bien voulu attirer mon attention, écrit-il à M. Comnecot, député de la Creuse, sur les plaintes nombreuses qui vous ont été adressées au sujet de l'insuffisance et du manque de variété dans la nourriture distribuée aux troupes du front. Les doléances présentées au sujet de l'alimentation des armées ont été la conséquence de diverses circonstances indiquées ci-après...

Ces circonstances, voici longtemps déjà que nous les avons signalées. Parmi elles figure en première ligne, d'après les déclarations même du ministre : la cherté croissante de la vie ; la pénurie de légumes frais pendant la période de février à mai ; enfin « le peu de faveur » — c'est l'expression officielle — accordée par les troupes à l'introduction dans la ration de poisson fumé et salé.

L'administration de la Guerre nous permettra-t-elle de lui dire que la cherté croissante de la vie n'est pas précisément un nouveau. Voici tantôt deux ans qu'elle s'aggrave de jour en jour ; et la courbe des prix continue son ascension, uniformément croissante. Il y a donc beau temps que toutes les dispositions auraient dû être prises par l'administration centrale pour y parer. Quant au poisson fumé et salé, s'il joint d'aussi « peu de faveur » c'est que le trouper le juge franchement détestable. N'aurait-on donc pas pu de cela aussi s'apercevoir depuis longtemps ? N'aurait-on pu tenir compte des plaintes qui se sont élevées de toutes parts ?

Reste la question des légumes frais. Il est entendu que de février à mai les légumes ne poussent guère ! Mais les conserves ont-elles donc été imaginées pour ne pas qu'on les utilise ?

Si, l'été dernier, on avait, sur ce point apporté la même sollicitude prévoyante que sur beaucoup d'autres, on aurait fabriqué quantité de conserves de légumes qui eussent pu être distribuées aux troupes pendant la période hivernale. Et si des pois ou des haricots, ou des légumes quelconques préparés en boîtes ne paraissent pas en plein juillet absolument aussi savoureux que des légumes frais, ils constitueraient cependant, en hiver, un intermédiaire délectable pour des estomacs que l'uniformité du régime, et surtout du régime carné, a parfois fatigués.

Serait-il trop tard déjà pour prévoir qu'après l'été viendra l'hiver et que cette question des légumes se posera à nouveau quand la bise sera revenue ?

Mortimer-Mégret

RÉPONSES

Ab. 290, Bois-Colombes. — Ce notaire abuse. Ecrivez à la Chambre des Notaires. Il n'y a de moratorium pour personne sur les droits de mutation mais un mobilisé des armées peut utilement solliciter des délais.

Un point. — Vous pouvez vous faire payer. Vous négligez toutefois de dire de quelle note il s'agit.

J. D. 1040. — 1° Oui ; 2° Non ; 3° Le bail continue de droit.

R. R. 1893. — On admet généralement que oui pour faciliter les choses.

M. S. 3. — Vous êtes exposée à la suppression. Il est douteux qu'on vous fasse rembourser le trop perçu.

C. P. M. 3. — Il faut payer ou obtenir l'assentiment du propriétaire. Reconnaître la dette ne signifie rien puisque vous ne pouvez pas la nier.

M. B. 92. — Citez-le devant le juge de paix qui en tout cas interdira la vente du bail.

B. M. B. A. 73-28. — C'est auprès de l'administration qu'il faut insister.

On trouve L'ŒUVRE chez tous les marchands de journaux.

Pourtant on ne la trouve pas toujours en quantité suffisante, la crise du papier nous obligeant à réduire notre tirage.

Mais on est sûr de trouver L'ŒUVRE chez soi tous les matins en remplissant la formule suivante :

Je soussigné

Demeurant à

Déclare m'abonner pour un an } à L'ŒUVRE
pour six mois }

Signature.

Il suffit de remplir ce coupon et de l'envoyer, accompagné d'un mandat de 18 francs (ou de 9 francs pour 6 mois) à l'administrateur de L'ŒUVRE, 14, rue Drouot, Paris.

8 h. 49 du matin

DÉPÊCHES DE LA NUIT

8 h. 49 du matin

LE MINISTÈRE ITALIEN

La Guerre à outrance
pour
LA VICTOIRE

C'est le programme du Gouvernement

Le nouveau ministère italien est ainsi composé :

MM. Boselli, président du conseil, sans portefeuille ;
Bissolati, commissaire politique aux services de la guerre ;
Sonnino, aux affaires étrangères ;
Orlando, à l'intérieur ;
Carcano, au trésor ;
Ruffini, à l'instruction publique ;
Général Morone, à la guerre ;
Amiral Corsi, à la marine ;
Fera, aux postes et télégraphes ;
Arlotta, aux communications ;
Sacchi, à la justice ;
Meda, aux finances ;
Bonomi, aux travaux publics ;
De Nava, au travail, industrie et commerce ;
Raineri, à l'agriculture ;
Colosimo, aux colonies ;
Ministres sans portefeuille : MM. Scialoja, Girardini et Comandini.

M. Boselli a réussi, on le voit, à grouper

des représentants de toutes les fractions de la Chambre : libéraux, droite, radicaux des deux fractions, giolittistes, interventionnistes, socialistes, réformistes, républicains et catholiques. Le dosage de ces différents partis peut être considéré comme réussi. Le ministère compte, outre les deux ministres militaires, quatre libéraux démocrates, dont M. Colosimo, giolittiste interventionniste, cinq libéraux conservateurs, deux radicaux, deux socialistes réformistes, un catholique et un républicain.

Mais quoique composé d'éléments politiques en apparence très opposés, il présente une étroite union pour la continuation de la guerre à outrance jusqu'à la victoire, et sans aucune préférence préconçue de politique intérieure. La victoire obtenue, chacun retournera à son parti d'origine ; mais, tant que seront en jeu les intérêts vitaux de la nation et de l'Europe civilisée, tous seront d'accord.

Telle est, du moins, le sentiment unanime dans les couloirs de Montecitorio.

LES SUCCÈS RUSSES

La Prise de Czernovitz

L'ennemi s'enfuit
vers les Carpathes

Pétrograd, 18 juin. (Communiqué du grand état-major.)

Sur le front de l'armée du général Broussiloff, l'ennemi a opposé de la résistance et a lancé à maintes reprises des contre-attaques que nos troupes ont toutes repoussées avec succès. Serrant de près les adversaires dans les diverses directions, elles continuent à progresser en faisant des prisonniers et en enlevant du butin.

Hier, à quatre heures de l'après-midi, les troupes du général Leitchitsky ont enlevé d'assaut la tête de pont de la ville de Czernovitz, sur la rive gauche du Prouth. Après un combat acharné sur les passages du Prouth, sur lequel l'ennemi avait fait sauter les ponts, nous avons occupé la ville de Czernovitz.

Nos troupes poursuivent l'ennemi qui bat en retraite vers les cols des Carpathes. Au cours de la prise de la tête de pont de Czernovitz, nous avons fait plus de 1.000 prisonniers ; nous avons enlevé des canons dans la ville.

On a reçu les détails suivants sur les combats du reste du front :

Les troupes du général Kaledine repoussent des contre-attaques acharnées de l'ennemi qui comprend des Allemands amenés même de la frontière française.

Dans la région du village de Gadamitchi, sur le Styry, un combat a été livré.

Les prisonniers allemands et autrichiens arrivent par équipes. Jusqu'ici, 70 officiers et 2.000 soldats avec 8 mitrailleuses ont été amenés.

Les Allemands ont lancé une furieuse attaque sur le village de Svidnitski, sur la rive nord du Stokhod, que nous avons enlevé. Nous avons repoussé l'attaque, malgré le feu d'un train blindé ennemi.

Des sotnias d'un régiment de cosaques ont chargé de flanc par deux fois, sous le commandement de leur chef Smirnov, l'ennemi qui avait pris l'offensive ; elles ont fait prisonniers deux officiers et de nombreux soldats allemands ; elles ont pris 5 mitrailleuses et ont sabré un grand nombre d'Allemands, les autres ont été mis en une fuite désordonnée.

Selon des renseignements complémentaires, au cours des combats de la période du 5 au 17 juin, les troupes du général Kalsdine ont fait prisonniers 1.300 officiers, 10 aides-majors, 70.000 soldats ; elles ont enlevé 83 canons, 236 mitrailleuses et une énorme quantité de matériel de guerre.

Dans la région de la rive droite de la Strypa, au nord de Boutchaïka, l'ennemi a pris l'offensive, mais, accueilli par nos concentrations de feu, il a refusé sur ses tranchées. Sur le front nord, dans la région visévska et sur le front de la Dvina, violent feu d'artillerie dans divers secteurs.

Notre artillerie a causé de graves dégâts aux tranchées adverses et aux ouvrages ennemis sur le front des positions de Dvinsk et au sud-ouest du lac Narotche.

Les félicitations serbes

Sa Majesté l'Empereur, commandant suprême, a reçu les télégrammes suivants :

1^{er} du roi de Serbie :
« De tout mon cœur, je me hâte de dire à Votre Majesté mes félicitations sincères pour le foudroyant succès de vos brillants soldats. »

« Mes vœux les plus chaleureux sont toujours avec Votre Majesté qui conduit elle-même ses armées. — PIERRE. »

2^e du prince héritier de Serbie :
« Les succès des soldats serbes se remplissent chaque jour de plus en plus d'une vive joie aux nouvelles des victoires toujours grandissantes remportées par les troupes héroïques sous le commandement de Votre Majesté. »

« Interprétant les sentiments des soldats serbes, je vous présente, Sire, leurs félicitations les plus chaleureuses ainsi que l'expression de leur confiance dans le triomphe final qui se traduit si heureusement par les éclatants succès de la glorieuse armée russe, si chère aux cœurs serbes. Permettez-moi, Sire, d'y adhérer de tout mon cœur. — ALEXANDRE. »

Autour de Lemberg

Pétrograd, 18 juin. — Nos troupes sont à quatre-vingts kilomètres de Lemberg. L'ennemi a réuni en toute hâte dans cette ville tous les moyens dont il pouvait disposer.

On suppose que son artillerie n'est pas susceptible de grande résistance. On croit, en effet, que la plupart des gros canons ont été transportés sur le front italien ou sur le front français.

La légende de l'affaiblissement russe avait enlevé toute crainte aux Autrichiens sur leur front oriental.

Les Spectacles

Cet après-midi :

JARDIN DES TUILERIES. — 16 h. — Les Noces de Jeanette, Pastel, etc. Le Trouvère. 40 exécutants. Places : 1 fr. 10, 0 fr. 55 et 0 fr. 30.

Ce soir :

COMÉDIE-FRANÇAISE. — Relâche.
OPÉRA-COMIQUE. — 7 h. 30. — Mignon.
VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Jules César.
GYMNASE. — 8 h. 45. — La Charrette anglaise.
PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30. — Le Veilleur de nuit.
OPÉRA-BOIS. — 8 h. 30. — Relâche.
PORTES-SAINT-MARTIN. — Relâche.
VARIÉTÉS. — 8 h. 30. — La Belle de New-York.
TH. ANTOINE. — 8 h. 30. — La Revue ; L'École du Piston.

OPÉRA-PARISIENS. — 8 h. 20. — Mon Bébé.
AMBIGU. — Relâche.
RENAISSANCE. — 8 h. 10. — L'Hôtel du Libre-Echange.
TRIANON-LYRIQUE. — 8 h. 15. — La Traviata.
TRIANON-LYRIQUE. — Relâche.
GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 40. — Le Château de la mort, etc.

OPÉRA-BUFFON. — 8 h. 30. — La Grande Revue.
OLYMPIA. — 8 h. 30. — Polaire et attractions.
Electric Palace, 5, boulevard des Italiens. — L'héritier de Desobert, vaudeville, Charlot, etc.
Omnia Pathé. — Les deux marquis ; Mourir pour vivre ; Mentoulant, corresp. de guerre.

LA PRÉSIDENTIE DES ÉTATS-UNIS

Les droits de l'Humanité
par
L'AMÉRICANISME

Une attitude très nette du président Wilson

Le président Wilson paraît avoir accru considérablement sa popularité en faisant adopter par la convention démocrate de Saint-Louis la déclaration en faveur de l'américanisme. De toutes parts, sauf dans les milieux germano-américains, naturellement, on approuve cette attitude nette et énergique contre certains éléments étrangers.

Importantes déclarations

Voici le texte complet de la déclaration autour de laquelle va se dérouler la campagne présidentielle :

Quiconque, dans le dessein de servir les intérêts d'une puissance étrangère, sans égard pour le bien de notre propre pays, ou dans l'intention de nuire à ce gouvernement dans ses relations étrangères ou de paralyser ses efforts, ou de détruire ses industries nationales ; quiconque, en soulevant des préjugés de race, de religion ou de toute autre nature, crée la discorde et des dissensions dans notre peuple, de manière à entraver la marche normale de son unification, trahit la confiance qui lui vaut son titre de citoyen et manque de loyauté envers son pays.

Nous condamnons toutes alliances et combinaisons d'individus dans ce pays, quelles que soient leur nationalité ou origine, qui s'accroissent et conspirent ensemble dans le but d'embarrasser ou d'affaiblir notre gouvernement ou d'exercer une influence importante, ou une pression sur nos représentants publics, dans leurs rapports ou leurs négociations avec une puissance étrangère.

Nous dénonçons les conspirations de ce genre existant parmi un nombre limité de nos concitoyens et qui ont été organisées dans le but de

promouvoir les intérêts de pays étrangers, au préjudice et au détriment de notre propre pays. Nous croyons que l'heure est venue où il est du devoir des États-Unis de se joindre aux autres nations pour préserver de toute atteinte la complète sécurité de la navigation en haute mer, pour que toutes les nations en jouissent sans entraves.

Le gouvernement actuel met le respect fondamental des droits des petites nations même avant les intérêts de la propriété, et s'assure l'amitié des populations de ces États en refusant de prendre prétexte de ses intérêts matériels pour associer ses forces supérieures à une atteinte contre la dignité de leur indépendance souveraine.

Il a estimé que la vie et les droits de l'humanité passent avant des droits matériels, et a pensé que la paix est la meilleure base pour le règlement des différends d'ordre commercial.

Que fera M. Hughes ?

M. Roosevelt et les amis de M. Hughes font tous leurs efforts pour amener ce dernier à faire sur cette même question, dans son discours d'acceptation de la candidature au comité républicain, cette semaine, une déclaration énergique et formelle qui puisse contre-balancer l'effet moral considérable de l'initiative prise par le président Wilson et la convention démocrate. Les politiciens professionnels qui désirent avant tout ménager le vote allemand voudraient, de leur côté, que le candidat s'en tînt à de vagues généralités.

Les parieurs offrent 6 contre 5 en faveur de l'élection de M. Hughes.

Les journaux de ce matin

LA PRESSE FRANÇAISE

La conférence économique

De l'Humanité (M. Pierre Renaudel) :

Nous sommes heureux de saluer les paroles de M. de Broqueville : « Nous ne préparons pas un groupement de guerre pour la paix », a-t-il dit. « Défense que la guerre non... Préparation d'une union préservatrice et bienfaisante contre la guerre », a-t-il ajouté.

C'est la reconnaissance que les conflits économiques des nations doivent, eux aussi, être soumis aux mêmes règles de sagesse, de raison, d'équité, d'arbitrage, que les conflits politiques aboutissant aux conflagrations. Les uns conduisent aux autres, et cela aussi ne sera pas sans être approuvé des socialistes, puisqu'ils ont toujours prévu, annoncé, dénoncé ces redoutables conséquences de la concurrence économique, meurtrières pour les peuples comme pour les individus.

Le ministère Boselli

Du Rappel (M. Albert Milhaud) :

Voici donc un cabinet qui apparaît vivant et original : sous la direction d'un vieillard universellement respecté, des hommes prudents et énergiques s'embarrassent dans la nef gouvernementale. Souhaitons leur bon voyage et bon vent. Si d'aventure souffrait la tempête, nous savons que la barre est en bonnes mains.

Le délégué aux armées

De l'Événement (M. Alexandre Varenne) :

Bissolati est une des figures les plus marquantes de la démocratie italienne. Longtemps membre du parti socialiste italien, directeur de l'Avanti, son organe officiel, il s'est séparé du parti et de son journal avant la guerre. Et lorsqu'elle éclata, il fut tout de suite à la tête du mouvement en faveur de l'intervention de l'Italie, où son rôle ne fut pas inférieur à celui de D'Annunzio et des éléments garibaldiens.

Représentant éminent de la démocratie, il est bien l'homme qu'il faut pour l'œuvre qu'on lui demande.

Le voilà délégué aux armées au nom du peuple. La Convention avait de ces audaces. Cela ne lui a pas mal réussi.

LA PRESSE ÉTRANGÈRE

Le comité secret

Commentant la réunion en séance secrète de la Chambre française, la Reich écrit que l'opinion russe est persuadée que, puisque cette décision a été prise avec l'approbation préalable du gouvernement, il est évident que cet échange d'idées dans l'intimité ne peut être qu'utile à la cause commune des Alliés.

L'offensive russe

Le New-York Evening Post constate que les Allemands ont manifesté un certain scepticisme à l'égard des succès russes sur les Autrichiens ; mais il fait observer que les ententes données à la vérité dans les communiqués de Berlin après la bataille navale du Jutland ont aujourd'hui d'un fâcheux effet. Quant aux experts militaires allemands, leur infailibilité est depuis longtemps contestée. Le major Morant, qui a prouvé naguère que la Russie était hors de combat, est obligé de reconnaître aujourd'hui que les Russes ont pris l'offensive sur un front de quatre cents kilomètres, et il rappelle que la Russie peut produire deux millions de soldats par an.

En somme, conclut le journal, tout ce que les Allemands ont dit de la Russie il y a un an, au sujet du découragement et de la lassitude, du manque de chefs, de soldats, de munitions et d'argent, tout cela se trouve démenti.

L'élection présidentielle aux États-Unis

Le comte Reventlow écrit dans la Deutsche Tageszeitung que la majeure partie de l'opinion allemande espère que M. Hughes sera nommé président des États-Unis et attache à cette élection une grande im-

portance pour l'avenir. Le peuple allemand voit déjà les États-Unis se joindre à lui pour marcher contre l'Angleterre.

Cependant le comte Reventlow n'est nullement de cet avis. Si M. Hughes est nommé président, dit-il, il suivra une politique correspondant aux intérêts des États-Unis et il est possible que ce soit une politique anglo-saxonne dirigée contre l'Allemagne, car une Allemagne forte sur terre et sur mer n'est pas dans les intérêts des États-Unis.

Le nouveau ministère italien

La presse allemande constate, non sans amertume, que le nouveau ministère italien, tel qu'il vient d'être constitué, n'apportera aucune modification dans l'orientation politique italienne.

Le Strassburger Post, notamment, écrit à ce sujet :

Il est heureux qu'aucune espérance n'ait été fondée sur un changement quelconque. Au contraire, la crise aura amené un cabinet ayant à sa tête des partisans beaucoup plus sévères en ce qui concerne la guerre et dans lequel les giolittistes ne jouent aucun rôle. De plus, M. Sonnino conserve son poste de ministre des affaires étrangères.

C'est ainsi que cette crise n'aura donné naissance qu'à une aggravation de la politique guerrière en Italie. Un changement dans l'opinion publique de ce pays ne peut être atteint que par de nouveaux progrès stratégiques des États centraux et en rendant vaine la politique des Alliés de vouloir nous affaiblir. C'est pour cette raison que les Austro-Hongrois doivent faire tout leur possible pour continuer leur offensive contre les Italiens.

Communiqué belge

Au cours de la matinée, les batteries et l'artillerie de tranchées belges ont exécuté un tir de destruction sur les ouvrages allemands au nord de Dixmude.

MAXIMA
BIJOUX
ANTIQUITÉS
OBJETS D'ART
AUTOS
3, Rue Taitbout (1^{er} Étage) PARIS

Pharmacie de Famille
Hygiène — Toilette
GOMENOL
Puissant Antiseptique Général
INOFFENSIF, CALMANT et CICATRISANT
Souverain contre toutes les infections, inflammations et suppurations quel qu'en soit le siège.
Brûlures, plaies, abcès, coliques, dysenterie, rhumes, catarrhes, maux de gorge, etc., etc.
Soins de la Bouche, Aphthes, etc.
LES PRODUITS DU GOMENOL sont dans toutes les Pharmacies. Renseignements et échantillons : 17, rue Ambroise-Thomas, Paris.

VALS-SAINT-JEAN
L'EAU DES BÉBÉS
CIDRE ANTOINE, Le Mans (Sarthe) 65
Le gérant : VICTOR ATKINSON.
Imprimerie WILHELM et ROGEE
16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

Hémorragies
FANDORINE
RÉGULARISE LE SANG — OBÉSITÉ — FIBROMES
Laboratoire de FANDORINE, 24, R. de Valenciennes, Paris.
Viscosité 106, Équilibre 117, Filas d'essai 55, Équilibre 550.

Pour les Amputés
Jambe NATURA
à flexion automatique — 3^{me} S.G.D.G. à armature entièrement dissimulée.
La plus légère, la plus perfectionnée
La plus résistante des Jambes artificielles
Seul modèle réellement pratique, permettant une marche souple, légère, facile, normale.
Brochure illustrée sur la Jambe et le Bras NATURA adressée gratuitement par
MM. G. BOS & L. FUEL
ORTHOPÉDISTES
234, Faubourg St-Martin, Paris
(Angle de la rue Lafayette)

FLOREÏNE
CRÈME DE BEAUTÉ
REND LA PEAU DOUCE
FRAICHE PARFUMÉE

Les opérations à Salonique

Salonique, 18 juin. — Aujourd'hui, escarmouches assez nombreuses du côté de Lumnitza ; action habituelle de l'artillerie sur le reste du front.

Des avions français ont bombardé cette nuit le fort Rupel, Doiran, Strumnitza, Monastir et Velès.

Des avions allemands ont jeté des bombes sur les positions françaises des deux rives du Vardar.

Nouvelles diverses

Londres, 18 juin. — Le Lloyd annonce que le vapeur anglais Gaisa a été coulé.

Madrid, 18 juin. — Les équipages des navires marchands espagnols se sont mis en grève à Barcelone, à Gijón, à Bilbao, à Huelva et à Valencia.

Zurich, 18 juin. — Une ligue d'action contre les accapareurs vient d'être fondée. Elle a pour but de combattre tous les abus dans la vie économique.

Amsterdam, 18 juin. — Le supérieur du collège Saint-Michel, à Bruxelles, qui avait été arrêté par les Allemands et avait subi une détention d'une dizaine de jours, a de nouveau été mis en état d'arrestation et conduit à la prison de Saint-Gilles.